



Conseil des affaires étrangères **11 avril 2022**

Le Conseil des affaires étrangères, présidé par le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, **Josep Borrell**, débutera à **9 h 30**.

Le Conseil entamera ses travaux par un débat consacré aux derniers développements concernant **l'agression en cours perpétrée par la Russie contre l'Ukraine**.

Les ministres procéderont ensuite à un échange de vues sur la stratégie **"Global Gateway"**, la nouvelle stratégie européenne visant à favoriser la mise en place de liens intelligents, propres et sûrs dans les domaines du numérique, de l'énergie et des transports, et fourniront des orientations pour faire en sorte qu'une approche géopolitique et mondiale de la connectivité soit adoptée dans le cadre de cette initiative.

Au cours du déjeuner, les ministres des affaires étrangères de l'UE tiendront un échange informel avec la ministre norvégienne des affaires étrangères, **Anniken Huitfeldt**, et la ministre islandaise des affaires étrangères, **Thórdís Kolbrún Reykjörd Gylfadóttir**.

Dans le cadre de l'examen des questions d'actualité, le Conseil sera informé de la situation au **Mali** et des derniers développements intervenus dans les **Balkans occidentaux**, en **Libye** et au **Yémen**.

Sous le point "Divers", le ministre tchèque des affaires étrangères informera ses collègues du dialogue à haut niveau sur la région indo-pacifique que la future présidence tchèque organisera à Prague les 13 et 14 juin.

Déclaration à la presse du haut représentant: vers 8 h 15.

Conférence de presse: à la fin de la session, vers 16 h 15, en format hybride.

* * *

[Page consacrée à la session du Conseil des affaires étrangères](#)

[Transmission vidéo de l'événement, téléchargeable en format "diffusion" \(MPEG 4\), et galerie de photos](#)

[Conférences de presse et événements publics par transmission vidéo](#)

* * *

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse.

Agression russe contre l'Ukraine

Le Conseil des affaires étrangères débattrà de l'agression en cours perpétrée par la Russie contre l'Ukraine, en mettant l'accent sur le soutien politique, financier, matériel et humanitaire de l'UE à l'Ukraine, la coordination des voies diplomatique et multilatérale, les mesures de dissuasion et les efforts visant à renforcer la communication stratégique et à lutter contre la désinformation. Il insistera également sur l'importance que revêtent l'obligation de rendre des comptes et la justice internationale et débattrà de la paix et de la stabilité dans l'ensemble de la région, ainsi que de l'insécurité alimentaire croissante que l'agression russe contre l'Ukraine engendre dans d'autres régions, en particulier en Afrique, dans les Balkans occidentaux, au Moyen-Orient et en Amérique latine.

Les forces armées russes ont intensifié leurs bombardements de villes, ciblant des infrastructures civiles et des zones résidentielles. La situation la plus difficile demeure à Marioupol, où près de 100 000 civils sont pris au piège des combats. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays a dépassé les 7 millions, et celui des réfugiés les 4 millions.

Le 24 mars, une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant l'agression russe contre l'Ukraine a été adoptée par 140 voix pour et 5 voix contre (38 abstentions). Le 7 avril, l'Assemblée générale des Nations unies a décidé de suspendre la Russie du Conseil des droits de l'homme, par 93 voix pour et 24 voix contre (58 abstentions).

Au cours de la semaine précédant le Conseil des affaires étrangères, l'UE a adopté un [cinquième train de sanctions économiques et individuelles](#) en réponse à l'agression militaire russe contre l'Ukraine.

Lors du Conseil des affaires étrangères lui-même, les ministres devraient également donner leur feu vert à une troisième série de mesures d'assistance au titre de la facilité européenne pour la paix, renforçant ainsi le soutien aux forces armées ukrainiennes.

Sur la base de la décision du haut représentant Josep Borrell, 19 membres de la mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'UE à Bruxelles ont été déclarés *persona non grata* pour avoir participé à des activités contraires à leur statut diplomatique.

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine viole le droit international de façon flagrante et entraîne d'énormes pertes de vies humaines et un nombre considérable de blessés parmi les civils. La Russie dirige des attaques contre la population civile et cible des biens civils, y compris des hôpitaux, des installations médicales, des écoles et des abris. Ces crimes de guerre doivent cesser immédiatement. Les responsables et leurs complices devront répondre de leurs actes conformément au droit international, y compris pour les terribles atrocités commises par les forces armées russes dans un certain nombre de villes ukrainiennes occupées, telles que Boutcha. Le siège de Marioupol et d'autres villes ukrainiennes, et le refus d'accès humanitaire par les forces militaires russes, sont inacceptables car ils violent le droit international humanitaire. Les forces russes doivent immédiatement permettre des voies d'accès sûres vers d'autres parties de l'Ukraine, ainsi que la fourniture de l'aide humanitaire à destination de Marioupol et d'autres villes assiégées.

La Russie doit cesser immédiatement son agression militaire sur le territoire ukrainien, retirer immédiatement et sans condition toutes ses forces et tous ses équipements militaires de la totalité du territoire ukrainien, et respecter pleinement l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières reconnues au niveau international.

- [L'UE adopte une cinquième série de sanctions contre la Russie en raison de son agression militaire contre l'Ukraine, 8 avril 2022](#)
- [Conclusions du Conseil européen sur l'agression militaire russe contre l'Ukraine, 24 mars 2022](#)
- [Ukraine: déclaration du haut représentant, au nom de l'UE, sur les atrocités commises par les Russes dans la localité de Boutcha et dans d'autres villes ukrainiennes](#)
- [Réaction de l'UE à l'invasion de l'Ukraine par la Russie \(informations générales\)](#)

La stratégie "Global Gateway"

Le Conseil des affaires étrangères procédera à un échange de vues sur la stratégie "Global Gateway" et fournira des orientations pour faire en sorte qu'une approche géopolitique et mondiale de la connectivité soit adoptée dans le cadre de cette initiative.

Les discussions seront notamment axées sur les priorités et secteurs stratégiques et ont pour objectif de contribuer à recenser les risques ou les éventuels chaînons manquants dans les liaisons de connectivité et les chaînes de valeur présentant un intérêt essentiel pour l'UE qui existent au niveau mondial (par exemple, matières premières critiques, numérique, transports ou énergie), en vue de réduire la dépendance de l'UE, tout en veillant à ce que l'Europe reste un continent connecté à l'échelle mondiale. La stratégie "Global Gateway" pourrait également jouer un rôle déterminant dans la reconstruction des infrastructures ukrainiennes après la guerre.

Les ministres devraient aussi se pencher sur la gouvernance et la communication en ce qui concerne la stratégie "Global Gateway", ainsi que sur la manière dont elle pourrait soutenir et renforcer la coopération avec le G7 et d'autres acteurs partageant les mêmes valeurs pour ce qui est d'assurer une connectivité sûre, résiliente et durable.

L'initiative "Global Gateway" est une nouvelle stratégie européenne visant à favoriser la mise en place de liens intelligents, propres et sûrs dans les domaines du numérique, de l'énergie et des transports, et à renforcer les systèmes de santé, d'éducation et de recherche dans le monde entier. Elle a été présentée dans une communication conjointe de la Commission européenne et du haut représentant de l'Union en décembre 2021, pour donner suite aux conclusions du Conseil de juillet 2021 intitulées "Une Europe connectée à l'échelle mondiale".

Cette initiative réunit les priorités de l'UE en matière de politique étrangère et de relations extérieures et les instruments financiers et de développement relevant du nouveau cadre financier pluriannuel afin de proposer une offre positive pour des investissements dans les infrastructures et les normes et cadres réglementaires qui y sont associés. Elle vise à mobiliser jusqu'à 300 milliards d'euros d'investissements d'ici 2027, dans le cadre d'un partenariat entre les institutions l'UE, les États membres et les institutions financières, y compris la Banque européenne d'investissement (BEI), en mobilisant le secteur privé et en faisant de l'approche de l'Équipe Europe le principal moyen de mettre en œuvre la stratégie "Global Gateway".

La stratégie "Global Gateway" a pour but de mettre en œuvre des projets durables et de qualité, en tenant compte des besoins des pays partenaires et en assurant des avantages durables aux communautés locales.

Le sommet UE-Union africaine tenu récemment (Bruxelles, 17 et 18 février) et le forum ministériel pour la coopération dans la région indo-pacifique (Paris, février) ont permis de définir des éléments spécifiques ouvrant la voie à la mise en œuvre de la stratégie "Global Gateway" au moyen de priorités géographiques et thématiques précises dans différentes régions. Dans le cadre de la stratégie, un paquet d'investissements Afrique-Europe d'au moins 150 milliards d'euros d'ici 2027 a été annoncé. Les plans économiques et d'investissement pour les Balkans occidentaux, le Partenariat oriental et le voisinage méridional comprennent déjà des initiatives concrètes en matière de connectivité. La stratégie "Global Gateway" constitue en outre un élément essentiel des discussions sur la connectivité menées au sein du G7.

- [Conclusions du Conseil, 12 juillet 2021](#)
- [Global Gateway \(Commission européenne\)](#)
- [Communication conjointe de la Commission européenne et du haut représentant de l'Union](#)

Questions d'actualité

Le Conseil des affaires étrangères tiendra un débat sur les questions d'actualité, au cours duquel les ministres pourront procéder à un échange de vues sur les événements récents et sur l'évolution rapide de la situation sur le plan des relations extérieures.

Le haut représentant fournira au Conseil des informations actualisées sur le **Mali**. Les ministres auront l'occasion de débattre de la situation dans le pays et d'approuver au niveau politique la décision prise le 30 mars au sein du COPS visant à suspendre de manière temporaire et réversible les formations dispensées par l'EUTM et l'EUCAP Mali aux unités constituées des forces armées et de la garde nationale, ainsi que certaines mesures d'assistance au titre de la facilité européenne pour la paix. L'absence de progrès dans le processus de transition, ainsi que la présence dans le pays de forces liées à la Russie et la multiplication d'informations faisant état de violations des droits de l'homme et de meurtres de civils perpétrés par les forces armées maliennes et des combattants étrangers, a rendu nécessaire une réévaluation de la présence de l'UE. Les ministres devraient débattre des récentes allégations d'exactions commises par les forces armées maliennes et le groupe Wagner dans le centre du Mali.

Les ministres évoqueront les **Balkans occidentaux** dans le cadre des relations et de la coopération avec l'UE. L'engagement stratégique auprès de cette région, qui vient compléter le processus d'élargissement, est d'autant plus important dans le contexte géopolitique en mutation à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Le Conseil recevra également des informations concernant la crise institutionnelle en **Libye**. L'impasse politique actuelle met en péril les progrès accomplis au cours de l'année écoulée et retarde encore la perspective d'un renouvellement de la légitimité des institutions libyennes par des élections.

Ensuite, la ministre suédoise des affaires étrangères communiquera au Conseil des informations sur le déplacement qu'elle a récemment effectué au **Yémen**, où elle a transmis des messages de l'UE, et sur les efforts de paix en cours. Le haut représentant partagera ses impressions sur son troisième déplacement dans la région du Golfe.

Déjeuner informel avec les ministres des affaires étrangères de l'Islande et de la Norvège

Les ministres des affaires étrangères de l'UE auront l'occasion de procéder à un échange de vues avec la ministre norvégienne des affaires étrangères, Anniken Huitfeldt, et la ministre islandaise des affaires étrangères, Thórdís Kolbrún Reykjalá Gylfadóttir. Cet échange devrait essentiellement porter sur l'agression russe contre l'Ukraine.
